L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 14 OCTOBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN, 14 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Vincent & Co., rue Bonsure : Marchandises sèches, beaux sarte, liugerie, etc.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres : Bottes, souliers et brodequins : linge de saison.

SPECTACLES.

Mardi, 14 Octobre.

ACADÉMIE Minstrels de Cal Wagner.

Les travaux publics à Washington.

La ville de Washington, la capitale fédérale, est dans un état de pauvreté à peu semblable à celui de la Nouvelle-Orléans. Les travaux publics y sont suspendus faute de fonds pour les payer. Que cela nous arrive à nous qui avons été soumis à toutes espèces de régimes, guerriers ou non, blancs ou noirs ou mêlés, cela ne peut surprendre. Notre malheureuse ville a été forcée de subir l'impéritie gouvernementale, l'ignorance et l'avidité de toutes les races, et il en est résulté pour elle une horrible détresse, une détresse telle que beaucoup de gens ne peuvent plus y échapper que par l'émigration. Mais que la ville de Washington, gouvernée, administrée sous les yeux du président et du Congrès, et nécessairement protégée par eux, quand ce ne serait que pour l'honneur de la république, soit réduite à la même extrémité que nous, c'est ce qu'on admettra plus difficilement. c'est même ce que personne ne pourra comprendre. Il faut donc qu'il y ait quelque chose de profondément défectueux dans les institutions municipales des villes américaines, quelque vice particulier et dont il est impossible de se rendre compte.

Nous savons bien que la capitale fédérale a gémi et gémit encore sous une représentation municipale composée en grande majorité de Radicaux et qui plus est, de Radicaux de toutes les races et de toutes les couleurs, tous Radicaux ne possédant rien, ayant par conséquent leur fortune à faire, et voulant la faire par tous les moyens. Cela est admis, et nous croyons qu'aujourd'hui personne ne peut plus contester le fait ni ses conséquences. Mais comment cet état de choses peut-il être toléré indéfiniment sans qu'il soit dénoncé, signalé et conspué par une autorité quelconque ? Il est donc vrai que le parti radical a été le refuge de tout ce qu'il y avait d'impur dans la nation, sans distinction de couleurs et que rien de bon ne pouvait jamais sortir de là, parce que les raisons du bien public sont devenues les dernières de toutes pour ce parti. De là les 130 millions de dettes de la ville de New York, les 80 millions de Philadelphie, les 15 millions de Charleston, les 16 millions de Washington, les 23 millions de la Nouvelle-Orléans, etc.... Combien de millions l'aurions-nous pas à ajouter si nous établissions le bilan financier de toutes les villes américaines, qui cependant n'existaient que d'un jour, si nous comparons leur âge à l'âge des grandes villes européennes.

Prenons Paris pour exemple. Paris la plus belle de toutes, celle qui par conséquent devrait être la plus endettée et le plus aussi dans l'impuissance de rien faire de nouveau pour ajouter à ses embellissements et à sa beauté actuelle. En 60 ans, la ville de Paris a été trois fois envahie par l'étranger ; elle a subi deux sièges et le dernier le plus destructeur de tous, car elle était défendue alors par ceux même qui voulaient la détruire, et qui l'attaquaient par l'incendie, quand ceux qui voulaient la prendre ne l'attaquaient qu'avec le canon ; la ville de Paris, dans ce siége qui fera à jamais l'épouvante et l'horreur de l'histoire, a vu crouler ses plus beaux monuments. Le palais des Tuileries est tombé ; la colonne Vendôme a été renversée et mise en pièces ; l'Hôtel de Ville a été brûlé ; le palais de la Légion d'Honneur a été gravement endommagé et maints autres édifices publics ont éprouvé le même sort ; et, cependant, tout cela sera avant peu reconstruit, restauré, réparé, et il ne restera de toutes les horreurs de la Commune que ce qu'en dira l'impartial historien des temps à venir, pour expliquer à quels désordres sanglants et dévastateurs peut se livrer un parti politique quand il n'a d'autre base et d'autre mobile que la démagogie.

Paris qui, sous l'Empire, était comme en reconstruction pour l'élargissement de ses rues, est aujourd'hui en reconstruction pour la restauration de ses monuments, et bien que cette ville ait, en tout temps, dépensé de fortes sommes pour devenir la plus brillante cité du monde, elle a encore assez de moyens pécuniaires, non-seulement pour réparer les désastres de la guerre et reconstruire ce ses cendres, mais encore pour ajouter un nouvel édifice à ses merveilles architecturales. Nous voulons parler de l'église dont les fondations seulses sur la butte mouvante de Montmartre conteront des millions.

Eh bien, pense-t-on que si la municipalité de Paris eut été gouvernée par des voleurs, comme celles de New-York et de Philadelphie, par des ignorants blancs et nègres, comme celles de Washington, Charleston et la Nouvelle-Orléans, elle serait un objet d'admiration pour le monde et un sujet incompatible d'étonnement pour tous les artistes qui ont le culte du beau ? Où trouverait-on un Panthéon, un dôme des Invalides, des palais du Luxembourg, des Tuileries, du Louvre, de l'Elysée, un Hôtel-de-Ville, une colonne Vendôme, des Tours de Notre-Dame, de Saint-Sulpice, une Madeleine, des ponts en pierre au niveau du sol, surchargés de statues colossales, une Bourse, des théâtres et des arcs-de-triomphe comme ceux qu'on voit aujourd'hui, tous monuments qui existaient avant la Commune et dont ceux qu'elle a renversés seront bientôt reconstruits.

Il est vrai que Paris n'a pas fait cela tout seul et que la France y est pour beaucoup ; mais ce que Paris a fait de lui-même est merveilleux, et la construction seule de ses égoûts et de ses catacombes suffirait à sa gloire et à sa renommée.

Maintenant, pourrions-nous dire, en toute conscience, que les villes américaines, soumises à un système de gouvernement dont la base est le suffrage universel, en feront jamais autant ? Ces villes sont jeunes, il est vrai, et ont l'avenir devant elles. Oui, mais si elles sont jeunes d'existence, elles sont vieilles déjà de dettes et de corruption, et jusqu'à présent, elles n'ont rien fait de vraiment beau, de vraiment grand. Nous ne voyons pas comment elles pourraient faire plus tard ce qui leur manque aujourd'hui en matière de magnificences artistiques. Jetées dans leurs fondements municipaux par les cupidités individuelles que favorise si bien la pratique du suffrage universel et qui développent sans utilité leurs ressources publiques, et divisées par les sectes qui rendent impossible la réunion des capitaux pour la construction des temples, ces villes seront toujours hors d'état d'élever des édifices dont l'art puisse être fier. Leur avenir est donc borné à ce qu'elles sont aujourd'hui et jamais elles n'exhiberont au monde que des vestiges mesquins de grandeur, caractérisés par des traits de prétentions ridicules.

Cette histoire est déjà celle de New-York et de Washington. La première de ces deux villes ne peut plus rien fonder avec ses ressources propres. Il lui faut pour chaque amélioration nouvelle ajouter à la somme de ses dettes capitalisées un chiffre de plus, et bientôt ses taxes seront si lourdes que cette addition de chiffre en sera impossible. Quant à l'autre, la ville fédérale, elle sera encore moins, car régie aujourd'hui par l'autorité la plus ignare, la plus embrouillée, la plus jalouse, comme doit être toute autorité composée d'éléments disparates et réunis violemment en dépit des boudasses et de tous les instincts naturels, elle se trouve entravée dans son développement et ses progrès et n'attend plus que des astres, c'est-à-dire du Congrès, les moyens d'existence dont l'ordre nouveau de choses l'a dépouillée. Que nos lecteurs jugent maintenant de la valeur du suffrage universel appliqué à la représentation et au gouvernement des intérêts municipaux !

Les idées financières du président Grant.

Le Président Grant, dit une dépêche, vient d'avoir l'occasion d'expliquer ses vues sur la crise financière que le pays traverse en ce moment avec tant de peine. Comme il a eu soin de dire à son interlocuteur que les idées qu'il exprimait sont bien les siennes propres, nous en concluons que, s'il est un homme politique très médiocre, il est du moins finassier passable, ce dont nous ne nous serions jamais douté. Grant s'étonne qu'une pareille crise soit arrivée, quand rien ne paraissait devoir la produire, et en cela il a grandement raison. En général, les récoltes sont bonnes et les fabriques n'ont souffert en aucune manière ; la circulation, au lieu d'être dépréciée, est recherchée : quelle est donc la cause de cette gêne, demande Grant, et, comme nous l'avons dit nous-même, que le début, il doit y avoir eu un accident amené la circulation, ou, en d'autres termes, on a dû placer la circulation en de mauvais fonds, en fonds qui ne rapportent rien avant un demi siècle, et ce sont les banques qui ont fait ces placements. C'est donc une crise banquière, peu de plus. Pour la première fois, nous nous trouvons d'accord, sur un point, avec le président Grant.

Nous sommes encore d'accord avec lui quand il exprime une opinion favorable à la reprise des paiements en espèces. Il regarde la crise actuelle comme étant une occasion dont il faut se hâter de profiter. Cela ne pouvait arriver, dit-il, que dans un cas pareil. La circulation des billets s'étant restreinte, il faut y suppléer naturellement par une autre, et puisqu'on a des espèces pourquoi ne pas les employer ? Pourquoi ne pas utiliser ainsi le revenu de nos mines, lequel revenu s'élève à 50 millions de piastres par an ? Toutes ces espèces sont aujourd'hui des valeurs sans profit puisqu'elles restent sans emploi. Ajoutons-les à la circula tion actuelle et nous en obtiendrons un immense service. Grant est fort surpris de la différence de valeur qui existe encore entre l'or et les billets des banques nationales dont la garantie est complète.—Tout cela est juste ; le Président paraît avoir étudié à fond cette matière et comprendre entièrement ce qu'il avance. A la première apparition des espèces, ceux qui thésaurisent les billets des Etats-Unis et les billets des banques nationales les rendraient promptement à la circulation, et l'achat des bons avec la réserve de 40 millions serait chose inutile.

Le président Grant ajoute lui une réflexion que nous avons émise bien avant lui, c'est que les 20 millions, employés par le secrétaire du Trésor à racheter les obligations des Etats-Unis, uniquement pour venir au secours des banques, n'ont eu aucun effet comme résultat matériel et les 40 millions qui restent n'en auraient guères davantage ; la mesure n'aurait d'autre influence qu'une influence morale qui aurait dû suffire pour rétablir la confiance et qui cependant n'a pas suffi. Il faut donc organiser les banques sur d'autres principes et les constituer de manière à garantir tout aussi bien les déposants que les détenteurs de billets de circulation.

Ici, nous différons du président et nous ne sommes pas d'avis qu'on interdisse aux banques de payer un intérêt sur les dépôts. La loi a toujours été muette à cet égard, et si elle établissait l'interdiction d'une manière absolue, cela mettrait les trois quarts des banques dans l'obligation de plier bagage et de fermer leurs portes, car les dépôts leur seraient à charge. Ne pouvant les employer, elles seraient privées d'un avantage considérable. Les déposants n'exigeant qu'un faible intérêt, les banques trouvent toujours l'occasion de prêter à un intérêt supérieur et, par conséquent, de réaliser des bénéfices.—Telles banques qui, aujourd'hui, donnent le 10, le 15, même le 20 à leurs actionnaires, pourraient leur donner le 5, peut-être pas même le 3, ce qui forcerait nombre de ces établissements à une liquidation rapide.

On ne saurait d'ailleurs les priver d'un droit exploité par des plus simples banquiers du monde. On livre ses fonds à qui inspire de la confiance ; on les confie ainsi parce qu'on en tire un revenu. Si le banquier qui les reçoit ne pouvait s'en servir, il ne les recevrait pas, à moins qu'il n'eut une pensée de fraude. L'interdiction que demande le Président ponsserait donc plus à la fraude que la législation actuelle. Il n'y a rien à faire, selon nous, pour la sûreté des dépôts ; il faut laisser ce sujet à la sagacité et à la prudence des capitalistes.

Peut-être la pensée du Président est-elle d'établir dans chaque Etat des caisses de dépôt et consignation qui, moyennant un certain droit, garderaient les trésors qui leur seraient remis pour les rendre à la première demande ? Mais ces caisses ne feraient pas leurs frais et le gouvernement, par économie, les supprimerait bien vite. Mieux vaudrait une bonne loi qui obligerait les banques à fournir des bilans hebdomadaires, d'après lesquels chacun serait à même de juger sainement de leur situation. C'est ce qui se pratiquait avant la guerre d'une très satisfaisante manière et nous croyons qu'on n'en demande pas davantage.

Hôtel de la Monnaie.

Le bruit court, et nous nous empressons d'en faire part à nos lecteurs, que l'Hôtel de la Monnaie reprendra ses travaux dans le courant de janvier prochain. Cette nouvelle résulte d'une conversation que le Dr. M. F. Bonzano, agent du Trésor, a eue avec les officiers de la Trésorerie à Washington. Il tient d'eux que des ordres vont être incessamment donnés pour le frappa, ge d'un montant illimité des nouveaux dollars de commerce. Il paraît que toutes les machines, qui chôment depuis 18 ans, sont dans un excellent état et qu'il n'y aura presque rien à changer ou à réparer pour les mettre en activité de service. Le Dr. Bonzano dit que les dépenses du gouvernement pour employés, combustibles, etc., seront d'un million au moins par an, que dix millions et plus seront ajoutés à la circulation des espèces dans notre ville, et que l'ancien commerce du Mexique et du Sud de l'Amérique, qui se fait maintenant par New-York, sera rendu à notre ville.

Avant la guerre une ligne de steamers apportait d'énormes quantités de linsons du Mexique, de l'Amérique Centrale et du Sud et même de la Californie, et tout cela était frappé à la Monnaie dans notre ville. Quand la guerre éclata, le frappage s'opéra dans les établissements de New-York et de Philadelphie. Si cette opération nous revient, elle sera certainement grand bien à la Nouvelle-Orléans.

Le dollar du commerce dont il est question deviendra, d'après ce qu'on dit, la spécialité de notre Hôtel des Monnaies. C'est une nouvelle pièce d'argent d'une valeur de 10 cents supérieure à la valeur des dollars ordinaires.

Cette pièce est faite spécialement pour la convenance du commerce étranger qui, refusant de prendre la circulation pour ses espèces et même nos pièces d'argent pour son or, a précédé le changement dont il s'agit, changement qui a été accepté et dont le nouveau dollar est le résultat. On voit d'après ce qui précède que la Nouvelle-Orléans profiterait incalculablement à la reprise des travaux de cette usine de frappage ; ce serait presque le retour d'une fortune.—Tout cela est bel et bon, mais n'est encore qu'un bruit ; ce bruit deviendra-t-il une réalité ? il ne faut pas s'y fier.

D'après une dépêche reçue par MM. Williams Ripperti, & Co, agents de la Compagnie Hamburgeoise, nous apprenons que le steamship "Germania," capt. Winsen, est arrivé à la Havane le 13 courant, et qu'il partira de ce port le 14 pour la Nouvelle-Orléans.

THE NEW ORLEANS NATIONAL BANKING ASSOCIATION.—En annonçant la suspension totale de cette banque nous avions exprimé l'espoir qu'elle pourrait se livrer librement à son travail de liquidation sans être obligée de subir les procédés si longues et si coûteuses de la Cour des Etats-Unis. Notre espoir n'est réalisé. On a reçu des deux délégués de la banque auprès du Contrôleur de la circulation un télégramme annonçant le succès de leur mission. Aucun receveur des Etats-Unis ne sera nommé et la liquidation pourra s'opérer volontairement, sans frais, sans entraves, sans délai et comme en famille. Nous en félicitons sincèrement les actionnaires, les déposants et tous ceux qui avaient des rapports d'intérêt avec cette banque.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—La charmante actrice, Mlle Harrison, qui est restée trois semaines parmi nous, a terminé son engagement dimanche dernier. Le public qu'elle a obtenu l'engagera, nous l'espérons, à revenir à la Nouvelle-Orléans, l'année prochaine.

La troupe du ministrels de Cal Wagner a débuté hier soir, et ne jouera ici qu'une semaine. Il est regrettable que M. Bird wall n'ait pas pu conclure un engagement plus long, car cette troupe possède des artistes de mérite que nous engageons nos lecteurs à aller entendre.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Tous nos lecteurs savent que l'Amérique fut découverte, en 1492, par Christophe Colomb. Ce hardi navigateur, après huit ans de sollicitations à la Cour de Castille, obtint enfin, de la reine Isabelle, trois navires montés par 120 hommes d'équipage. Colomb quitta, avec sa flotille, le petit port compagnol de Palos le 3 août de l'année 1492 et arrivait en vue de l'île de San Salvador, qui fut aperçue par la vigie de la Pinta, le 12 octobre suivant.

La population italienne de notre ville célèbre, chaque année, avec une pompe qui lui fait honneur, le jour anniversaire de l'événement dû au génie de leur vaillant compatriote. Aussi, avons-nous pu admirer, dimanche dernier, une magnifique procession organisée par la " Società del Tiro al Bersaglio ", en l'honneur de cette circonstance.

Dès 4 heures de l'après-midi, 120 membres de cette brillante société, montés militairement et qui a, adopté un uniforme charmant, étaient réunis à l'angle de la rue de la Douane et du Passage de la Bourse, et se mettaient en route, à 4 heures et demie, pour prendre l'itinéraire suivant : la rue Royale jusqu'à St-Louis, St-Louis à Chartres, de Chartres à Esplanade jusqu'à Romparte, de Romparte à Canal et jusqu'à Camp, de Camp à la rue Julie jusqu'à St-Charles et Canal d'où les Bersaglieurs ont regagné leur quartier général qui avait été coquettement décoré et où ils se sont dispersés après avoir, fraternisé, échangé entre eux de franches et cordiales poignées de main.

Voici les noms des officiers de cette Société :

Officiers exécutifs du club : A. Sidoli, président ; J. O. Macheca, 1er maréchal ; L. Dural, 2d maréchal ; D'Amico, 3e maréchal.

Officiers de l'organisation militaire : G. Della Valle, capitaine ; J. Aslyado, lieutenant en premier ; A. D'Amico, lieutenant en second ; G. Cesarelli, lieutenant en dernier.

Les Bersagliers avaient, avant de rompre leurs rangs, eu la gracieuse attention de venir jouer deux airs de fanfare devant nos bureaux où, en s'arrêtant, ils ont présenté les armes. Nous les prions de bien vouloir agréer nos sincères remercîments.

SOCIÉTÉ LUSITANE PORTUGAISE.—Cette société de bienfaisance a célébré, avant-hier, par une procession qui a parcouru les principales rues de la ville, son vingt-cinquième anniversaire.

Partie de la rue du Bayou, entre St-Claude et Tréme, à midi, la société a fait sa première halte devant la résidence de son président, M. Saranque, située rue Amour, entre Union et Français, et où elle a reçu, des mains de Mlle Clara Barahque, fille du président, une couronne que cette charmante enfant a offerte avec une grâce parfaite.

Une seconde couronne a été donnée aux Lusitaniens par Mlle Camille Barthelemy, dont le père, membre de la société, a fait servir un excellent punch à ses frères.

De chez M. Barthelemy, les sociétaires se sont rendus à la salle de la Société Lusitane, président M. Vincent Canugli, où un autre punch leur a été offert.

La Société a continué sa procession par des visites chez M. Canugli, le capitaine Brey, M. Y. Planellas, les consuls d'Espagne et d'Italie ; elle a passé devant nos bureaux qu'elle a honorés d'un air de musique et a rejoint son quartier général, où un dîner splendide l'attendait.

Voici la liste des officiers de cette Société, fondée en août 1868, et, par conséquent, une des plus anciennes de notre ville :

Président, José Baranque.
1er Vice Président, P. Bartaranque.
2d Vice-Président, J. Pacovich.
Secrétaire Financier, Charles Yager, Jr.
Secrétaire Correspondant, A. Margaieu.
Trésorier, M. Trio.
Grand Marshal, Romain La Fontaine.

La journée d'avant-hier a été une des plus belles que nous ayons eues depuis fort longtemps, et notre population en a profité pour aller respirer l'air de la campagne et visiter les environs de la ville. Aussi, les chars des Compagnies du Bayou, des Casernes, de la rue Dauphine, de Carrollton et de l'Avenue Louisiana ont ils été complétement remplis pendant toute l'après-midi de dimanche.

Nous avons nous-même imité la plupart des citadins et sommes allé passer trois bonnes heures au Parc Delachaise, loué, ce jour-là, par l'Association Charitable Cosmopolitaine qui y donnait un pique-nique au profit de sa caisse de secours.

Nous disions, dans notre dernier numéro, en annonçant cette fête, que les personnes qui y assisteraient, passeraient une après-midi dans plus agréables tout en faisant une œuvre de charité.

Nous avons été heureux de voir que bien d'autres personnes ont eu la même opinion que nous, car ce pique-nique a attiré une foule considérable, dans laquelle nous avons remarqué un grand nombre de familles appartenant à notre population franco-louisianaise.

Le Parc Delachaise est bien certainement un des endroits les plus convenables et les mieux situés pour ce genre de fêtes. D'une étendue relativement peu considérable, il est traversé par une route de chênes presque séculaires dont les longs et puissants rameaux s'étendent sur une promenade où l'on a jeté une épaisse couche de sclure de bois et couvrent de leur ombrage un bon tiers de la superficie du parc.

Deux estaminets, ouverts les jours de fête seulement, des jeux de toute sorte et une plateforme, unie comme une glace et destinée aux disciples de Terpsichore, occupent les extrémités et les côtés de cette promenade qui est exclusivement réservée aux spectateurs et coupe le parc en deux sortes égales.

La fête, dimanche, y était très animée, et les jeunes gens et les jeunes filles ont dansé, valsé, galopé, polké jusqu'à une heure fort avancée de la nuit.

Nous prions MM. D. Pechini et W. Mayllié de vouloir accepter nos sincères remercîments pour les aimables attentions dont ils nous ont honorés.

Une foule considérable appartenant à la société créolannaise la plus distinguée s'était rendue, hier après-midi, au Bayon St-Jean, où les membres du "St. John Bowling Club "devaient se disputer deux prix d'honneur offerts par le Club lui-même, MM. Kock, Mitchell, Brown, De Fuentes, Richardson, Musgrove, Denègre et Caron sont présentés pour la première course, d'un mille, et dont le vainqueur devait recevoir une médaille d'or.

A cinq heures moins un quart, MM. Mitchell et Fuentes montant le premier le " Witch " et le second le " Fairy ", lancaient, au moment du signal, leurs légères et nées embarcations et repassaient devant les juges, M. Fuentes, en avant de son adversaire, de deux longueurs de bateau seulement, au bout de 9 minutes et 41 secondes.

MM. Kock et Musgrove les ont suivis mais M. Kock ayant prouvé que les avirons de M. Musgrove avaient touché les siens, cette course a été déclarée nulle.

Les triplettes courues ont été MM. Brown et Caron, et M. Brown a dépassé son adversaire de trois longueurs de canot.

MM. Richardson et Denègre sont partis les quatrièmes et la victoire est restée au premier qui a parcouru le mille en 9 minutes 34 et dépassé M. Denègre de 4 longueurs.

Le second course a eu lieu entre MM. Dixon et Dunbar dans la "Cora" et M. Haydel et Robelot dans la "Lulu." Les deux canots sont partis bien ensemble et à la demille, quelques longueurs séparaient de dire quel serait celui qui remporterait la victoire. Cependant, le sort s'est déclaré en faveur de la "Cora," qui est repassé devant les juges 4 minutes 40 secondes après, en battant la "Lulu" de 6 longueurs.

MM. Dunbar et Dixon ont reçu des mains de M. Musgrove, le digne président du Club St-Jean, une magnifique médaille pour prix de leur victoire. M. Dixon, au nom des deux vainqueurs a, en quelques paroles bien senties, remercié les membres du Club qui avaient pris l'initiative de ce concours.

M. Musgrove a de nous vous prie la parole pour remercier les dames de l'empressement dont elles ont fait preuve en honorant toujours de leur présence les régates du Club St-Jean.

Nous demandons pardon à nos lecteurs de les entretenir d'un sujet que nous n'aborderons nous-même qu'avec le plus profond dégoût ; mais il est de notre devoir d'opposer les scandales la honteuse qui se commettent tous les jours dans un établissement que plusieurs pétitions sans nombre des habitants dont il trouble le repos, et les efforts réitérés des autorités municipales, n'ont pu tenir fermé. C'est presque faire injure à la susceptibilité de nos lecteurs que de leur dire qu'il s'agit du Palais de Cristal de M. Socha.

Comment se fait-il que les radicaux qui ont établi cet établissement qui ne trouble nullement le repos de nos voisins, ne porte pas un sou atteinte aux bonnes mœurs, etc., etc.

Le tout, espérons-le, que la police va s'entendre prochainement à mettre fin à cette société qui fait tant de tort à la Nouvelle-Orléans, et qui, si elle continue, finira par nuire à la réputation de notre ville, qui n'avait jamais eu besoin de cela pour être connue.

Quant au bruit infernal qui s'y fait toutes les soirs jusqu'à minuit, nos tympans, (car l'*Abeille* a le malheur d'être située à cinq ou six portes du palais) sont là pour dénoncer les allégations de M. Socha.

Nous lisons, dans le *Picayune* de samedi dernier, un article ironique rendant compte d'une soirée musicale et dansante qui a été donnée à la résidence de M. Socha, et qui, en effet, en lisant cet article, semblait être une soirée de bon ton et quant, dans la rotonde St Charles, où M. Charles Lachume avait fait construire un charmant petit amphithéâtre au centre duquel un billard très riche et très élégant avait été monté.

Plus de cinq cents personnes avaient déjà pris possession des stalles de l'amphithéâtre quand la partie a commencé.

Les deux adversaires, dont le jeu s'est d'abord ressenti quelque peu de l'émotion que leur faisait éprouver l'imposante galerie qui les entourait, se sont promptement remis et les spectateurs ont de nouveau pu admirer l'extrême et l'habileté auxquelles ces amateurs les avaient déjà habitués.

Malgré tout le talent déployé par M. Abrams, le redoutable Frank a gagné la partie qui a été terminée à la 56e entrée, le vainqu n'ayant alors que 300 points.

M. Maggioli a fait une série de 57 carambolages qui a été la plus forte de la soirée.

Frank compte donc le titre de Champion de l'Etat, il devra, cependant, dans de jours, se mesurer avec le jeune Cochran, qui a battu, après la partie de ce soir, un défi en règle pour cette époque.

La jeune et belle représentation théâtrale du "Crescent City Dramatic Club" a eu lieu, samedi dernier, à la salle de l'*Hermite*, au coin du passage de la Bourse et de la rue Bienville.

Depuis quelques mois, nous avons vu se former et vivre plusieurs clubs de ce genre, et nous rangeons, sans crainte de nous tromper, celui dont nous avons le plaisir de vous entretenir aujourd'hui, au nombre de ceux dont l'organisation ne laisse rien à désirer.

Le but de ces organisations sociales, est, comme on le sait, de se livrer aux plaisirs de l'esprit, en se perfectionnant dans l'art de bien dire, par des exercices de mémoire, tout en des plaisirs auxquels les jeunes gens doivent se livrer, ce sont tous ceux de l'esprit, car l'éducation a, de tous temps, fait de l'homme un être digne d'admiration ; nous mentionnons donc avec plaisir la création de ces organisations, et nous voudrions que tous les jeunes gens partageassent nos idées, quant à cette question.

Bien que tout nouveau, le "Crescent City Dramatic Club" a pris l'heureuse initiative d'inaugurer la saison des plaisirs, en donnant une soirée dramatique et dansante.

Les deux pièces : *A Supper in Dixie* et *Ma Brunhardt's Waring*, ont été interprétées avec bonheur, par MM. J. Roche, P. J. Lanet, J. Boze, M. J. Bowden, J. Goslet, Percival Levii et Miles H. Blum, G. Elmore et K. Roberts, et l'auditoire a manifesté sa satisfaction par de fréquentes démonstrations. A la partie littéraire, a succédé la partie dansante de la soirée, qui s'est prolongée jusqu'à une heure très avancée. Nous prions le club et surtout M. Bowden, son président, d'agréer nos compliments d'encouragement et qu'en même temps que nos remercîments pour la réception flattense dont nous avons été l'objet.

Quelques personnes qui faisaient partie de la procession des Lusitaniens, se sont livrées, hier, au moment où elles passaient devant la résidence de M. Treilla, à l'angle des rues Bienville et Hôpital et sur le balcon de laquelle le drapeau cubain était arboré, à des actes d'agression fort répréhensibles et que nous ne pouvons que blâmer.

TEMPÉRATURE. — 13 Octobre 1873.

Thermomètre de C. DUPARNIL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades
6 A. M.	69	16
12 M.	84	29
3 P. M.	84	29
6 P. M.	76	25

— On écrit de Versailles, 26 septembre :

M. Buffet repartira ce soir pour les Vosges.

Le maréchal Bazaine est parti hier soir à sept heures un quart de Versailles pour Chantilly, accompagné par un piquet de cinquante hommes du 11e de ligne. Dans le coupé qui transportait le maréchal se trouvaient aussi le colonel Villotte, son aide-de-camp et le colonel Lassicot, prévenu à sa garde. Arrivé avant-hier soir à Chantilly, le maréchal a été reçu à la gare par le colonel Villotte, son aide-de-camp et le colonel Lassicot, précédé à sa garde. Arrivé avant-hier soir à la gare de la Reine, la voiture est entrée dans les dépendances de Trianon ; lorsqu'elle s'est arrêtée à Trianon-sous-Bois, il était près de huit heures.

Le maréchal est logé au premier étage, ainsi que le colonel Villotte et un brigadier gardien des prisons. A rez-de-chaussée sont les appartements du colonel Lassicot, du capitaine Maguay et des deux sous-officiers de garde. Les fonctionnaires et la garde ont disposé de l'aumône de Pierrefonds. Ils seront bientôt doté avec la à la disposition du Mac Lachaud père et fils, avocats du maréchal Bazaine.

(Havas.)

M. THIERS COMPLÉTANT M. GAMBETTA.

Ce sont les républicains d'Amiens qui ont l'honneur d'avoir trouvé la formule du nouveau conseil entre M. Thiers et M. Gambetta.

Amiens qui est une petite ville de l'arrondissement d'Abbeville, M. Cazet la représente au conseil général ; aux élections du 8 février, M. Dallon, à cette époque rédacteur en chef du journal les *Postes de l'Homme*, et aujourd'hui une des lumières du radicalisme lyonnais, y obtenait plus de 1,000 voix, tandis que M. Thiers ne recueillait à peine 300.

Ces chiffres et ces noms témoignent suffisamment de l'opinion des habitants d'Amiens.

Or, Amiens avait, dimanche dernier, deux conseillers municipaux à élire. Le résultat de nouvelle élection devait, il paraît, être regardé comme un vote politique, et aussi bien les républicains que les radicaux avaient mis tout en œuvre pour le faire tourner à leur profit. Les républicains présentaient MM. Gambetta et Thiers ; les radicaux, MM. Gambetta et Barodet.

Le résultat de ce scrutin a été connu hier, vers une heure de l'après-midi, et a produit un effet immense. Les électeurs d'Amiens ont voté pour M. Thiers et pour M. Gambetta.

M. Gambetta, homme impartial, avait besoin d'être complété, et c'est M. Thiers qui se charge de cette besogne.

A eux deux, ils font la joie des radicaux d'Amiens et se chargent d'alarmer les conservateurs, de mûrir les jugements, de gâter les appétits, et, en définitive, de rendre à tout le monde sa liberté d'esprit.

Il pouvait être le chef du parti conservateur, il n'est plus que le bouche-trou de la démocratie.

CHARLES DUPUY.

☞ C'en est fait de tous les hommes d'autrefois. Ils sont morts tout aussi bien que les dieux qui sont allés perdre. Le nouveau monde, c'est à dire le temps de prise d'habits, de blagues : adieu pour toujours ! leurs règnes est passé !

"Disparais, horrible mythe ! " — Cet énergique exclamation de Macbeth est celle qui s'impose à la mémoire à la vue de ces pantins chez qui naissent les désirs de ministère, journellement et ceux qui sont [illegible] de maison, mais il n'est pas aussi facile qu'on le croit de les satisfaire par les moyens [illegible] le peu de temps que [illegible] ont fait par magie et road la tranquillité à l'esprit troublé de la ménagère. La Papeille ne coûte pas plus et satisfait tout fois mieux que le savon ordinaire. 7 oct—17 V & O

Décédés hier, à deux heure et demie de l'après-midi, à l'âge de trente-cinq ans, Dame Veuve JOHN, née Marie Letitia Noel. Ses amis et connaissances sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, mardi, à quatre heures et demie P. M. Le convoi partira de la maison mortuaire, rue Craps, entre Roriveau et St. Antoine.—De la part de sa mère.

ENTREPOT DE TAPIS.
No 73, rue de Chartres, No 73.
A. BROUSSEAU, Importateur de,
Offre, en Gros et en Détail,
TAPIS—Moquette, anglais et américains, et assortiments, TOILES CIRÉES—Toutes largeurs, en couleurs et manillées. — NATTES — Très nouveaux Nattes blanches, à carreaux et bordures, STORES, Cornaches, couvertures de tables et de CHIR, guimps, patoche, &c., &c. 19oct—STF

ENTREPOT DE TAPIS
ET DE TOILES CIRÉES,
ELKIN & CO.,
180..... RUE DU CANAL.....180
REÇOIVENT, en ce moment, de nouveaux genres de—
TAPIS anglais, Velours et Moquettes ;
TAPIS trois plis et Ingrains ;
TOILES CIRÉES de toutes largeurs ;
STORES, Cornaches, &c., qu'ils offrent aux prix de New York.
16 sept—1mPP

MEUBLES FINS ET ORDINAIRES.
P. MALLARD,
83 et 85..... Rue Royale..... 83 et 85
VIENT d'apporter à son grand et bien assorti magasin de meubles d'ameublement, une nouvelle cargaison de meubles, et, vu le manque d'espace, il vendra tous ses articles à des prix d'un bon marché sans précédent.
Ainsi, on peut acheter, de ce moment, chez lui :
Un ameublement de salon, se piéces, depuis dix dollars jusqu'à cent dollars ;
Un ameublement de chambre à coucher, depuis dix dollars jusqu'à cent dollars ;
Un ameublement complet de chambre à manger, depuis dix dollars jusqu'à cent dollars ;
Le tout de fabrication supérieure et matériaux de première qualité.
N. B.—Tous les articles exposés dans la place vont être vendus à des prix extraordinaires. 6oct—1m PP

Association de Secours de l'Ordre d'Orléans. — Nous recevons la circulaire suivante : A tous les membres de l'Association de Secours de l'Ordre d'Orléans : Mes frères, vous êtes par le présent convoqués à une assemblée générale de l'Association, qui aura lieu au Carrousel, le Mardi, 14 courant, à 7½ heures du soir, pour l'élection des officiers pour l'année prochaine. Votre présence est requise. Par ordre du président, Jules Lagarde, secrétaire. Nous ajoutons à cette circulaire que le président, M. Lagarde, est absent de la ville, et que c'est M. Ferdinand Fabre, vice-président, qui convoque l'assemblée générale. Nous espérons que tous les membres de l'Association répondront à cette convocation.

Le Comité de Surveillance de la Nouvelle-Orléans, nommé par le Conseil d'Administration de la Compagnie du Canal et des Quais de la Nouvelle-Orléans, a l'honneur de donner avis aux actionnaires de la Compagnie que le dividende de 5 pour cent, déclaré par le Conseil d'Administration, sera payable à partir du 15 courant, à la caisse de la Compagnie, rue du Canal, No 180.
Le Comité de Surveillance,
C. H. SLOCUM, Président.
J. A. MAITE, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé pardevant moi, ce 13 octobre 1873.
L. LAVILLEBEUVRE, Notaire Public.

Le 6 octobre 1873, à midi, l'heure fixée pour la réunion des actionnaires de la Compagnie du Canal et des Quais de la Nouvelle-Orléans, pour entendre le rapport du Comité de Surveillance, nommé à l'assemblée générale des actionnaires, tenue le 6 octobre 1873, et pour prendre connaissance des livres, papiers et documents de la Compagnie, afin de s'assurer de l'état de ses affaires, et pour faire un rapport à ce sujet, à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 13 courant, à midi, pour recevoir ledit rapport, et pour élire les officiers pour l'année ensuivante, les membres du Comité de Surveillance se sont réunis dans les bureaux de la Compagnie, rue du Canal, No 180, et ont procédé à l'élection d'un président et d'un secrétaire pour ledit Comité.
M. C. H. SLOCUM a été élu président, et M. J. A. MAITE, secrétaire.
Le Comité a ensuite procédé à l'examen des livres, papiers et documents de la Compagnie, et a constaté que le nombre d'actions émises par la Compagnie est de 10,000, et que le montant de chaque action est de $100, ce qui donne un total de $1,000,000.
Le Comité a constaté que le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, tenue le 6 octobre 1873, était de 6,000, ce qui donne un total de $600,000.
Le Comité a constaté que le nombre d'actions représentées à la présente assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 13 courant, est de 6,000, ce qui donne un total de $600,000.
Le Comité a constaté que le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, tenue le 6 octobre 1873, et à la présente assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 13 courant, est le même, et que les mêmes actionnaires sont représentés aux deux assemblées.
Le Comité a consta